

Transformations du conseil agricole en région pampéenne argentine et recomposition de la profession « d'ingénieur agronome »

Christophe Albaladejo^{1,2}

¹ Inra
UMR AGIR 1248
BP 52627
31326 Castanet Tolosan cedex
France
<albaladejo@toulouse.inra.fr>

² UNLP
Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales
CC31 CP1900
La Plata
Provincia de Buenos Aires
Argentina

Résumé

Cet article analyse les perceptions des conseillers agricoles de la région du sud-ouest de la province de Buenos Aires sur les transformations de leur métier et de leurs compétences. Il apporte une réflexion sur la diversification de l'exercice de ce métier, en rapport avec l'organisation de la profession d'ingénieur agronome qui a toujours tenté, en Argentine, de se référer au modèle des « *learned professions* » (médecins, avocats...). Le conseil apparaît dans cette analyse au cœur des transformations des modes de légitimation de cette profession. Après avoir rappelé le contexte du conseil agricole en Argentine, la première partie expose la méthode mise en œuvre pour permettre aux intéressés eux-mêmes de produire des données sur leurs perceptions du métier. L'originalité porte ici notamment sur une analyse qui englobe conseil privé et conseil public. Une seconde partie expose les données empiriques produites par chacun des trois ateliers réflexifs conduits dans les trois zones agricoles de la région d'étude ; elle permet de mieux situer les enjeux du développement rural et agricole en Argentine à partir des discours des agents de développement. La conclusion analyse transversalement ces matériaux pour construire une vision du champ du conseil et du développement agricole et rural en Argentine. En particulier, sont ici analysées les transformations des modes de légitimation des métiers du conseil qui ont des répercussions directes sur la profession d'ingénieur agronome, et l'importance des relations entre conseil privé et conseil public.

Mots clés : activité professionnelle ; agronome ; Argentine ; conseiller agricole ; développement agricole.

Thèmes : économie et développement rural ; méthodes et outils.

Abstract

Transformations of extension work in the Argentinean pampas and reconstruction of the profession of agricultural engineer

This paper analyses perceptions by extension workers of the South Western area of the Buenos Aires Province about transformations of their trades and skills. It provides a reflection on the disaggregation and diversification of their carrying out the actions of this trade of extension in relationship with the organisation of agricultural engineers who have always sought to organize themselves along the lines of other learned professionals (such as doctors, lawyers, etc.) in Argentina. Extension activity appears in this analysis to be at the heart of transformations occurring in the profession legitimating modes. After describing the context of agricultural extension in Argentina, the first part of the document presents the method implemented to produce data on the perceptions of the trade by extension workers themselves. The originality is here an analysis which includes both public and private extension. A second part presents empirical data in the three workshops that have been organized in each of the three agricultural zones of South West Buenos Aires Province with the intent to better understand issues at stake in rural and agricultural development in Argentina through the works of the extension professionals. The

Pour citer cet article : Albaladejo C, 2011. Transformations du conseil agricole en région pampéenne argentine et recomposition de la profession « d'ingénieur agronome ». *Cah Agric* 20 : 387-94. doi : 10.1684/agr.2011.0504

conclusion transversely analyzes these materials for a global vision of the trade of extension and of the field of agricultural and rural development in Argentina. In particular, transformations of legitimating modes of the profession of agricultural engineer are here analyzed as well as the importance of the relationship between private and public extension advice.

Key words: advisory officers; agricultural development; agronomists; Argentina; professions.

Subjects: economy and rural development; tools and methods.

Le conseil agricole est soumis en Argentine à de profondes transformations depuis plus de 15 ans. Cet article s'interroge sur les conséquences des transformations affectant actuellement le métier de conseiller et sur le sens à donner à la fonction de conseil quand on assiste à une diversification des emplois de conseiller et à un éclatement du métier. Nous cherchons en particulier à savoir si la perte d'unité de ce métier remet en question la profession et donc la formation des agronomes. Nous présenterons dans un premier temps un historique des métiers du conseil avant d'exposer la méthode utilisée dans cette recherche et les résultats.

Éclatement du métier du conseil

Avec l'avènement de l'État moderne les institutions du développement agricole sont mises en place à partir de 1956. De nouvelles coopératives disposant de services de conseil sont créées ainsi que des groupes CREA (*Consortios Regionales de Experimentación Agropecuaria*, inspirés des Centres d'étude des techniques agricoles – CETA - français) avec leurs conseillers. C'est aussi le moment de la fondation de l'INTA (*Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria*) qui effectue la plus grande partie de la recherche agronomique et assure la fonction de conseil dans tout le pays. Le développement agricole devient rapidement, comme en France, très structuré. Il se trouve

en particulier guidé par un « grand discours » (au sens de Lyotard [1979]) sur la modernisation et la place des connaissances scientifiques, la construction de normes sociales et celle des identités. Il devient ainsi la base d'un « programme institutionnel » (Dubet, 2002), autrement dit d'une organisation et d'une culture propres à l'activité agricole, assurant un mode de socialisation fortement intégré des techniciens, ingénieurs et agriculteurs intervenant dans le champ du conseil. C'est grâce à cette structuration que la fonction de conseiller a pu, de la fin des années 1950 au milieu des années 1980, s'affranchir non seulement des circonstances singulières de l'activité agricole mais aussi des programmes ou politiques de développement du moment. En d'autres termes cette activité de conseil a pu devenir un « métier » au sens de Piotet (2002) c'est-à-dire une « qualification décontextualisée ».

L'émergence de ce métier a été en Argentine au cœur de la légitimation de la profession d'ingénieur agronome. La profession étant définie par une reconnaissance formelle des qualités (*licence* en anglais selon les concepts de Hughes [1963], ici un diplôme reconnu par l'État) et une grande mission au sein de la société (*mandate* en anglais, donc de l'ordre du symbolique mais qui est quand même concrétisée en Argentine par l'autorisation d'exercer octroyée par un conseil de pairs). La profession d'ingénieur agronome permet d'exercer une série de métiers, dont celui de conseiller. De fait, depuis les origines du conseil, 90 % des conseillers agricoles sont ingénieurs agronomes. La profession d'ingénieur agronome en Argentine est organisée selon le

modèle des professions libérales, un grand nombre de ces ingénieurs travaillant comme consultants privés de grandes et moyennes exploitations, une situation proche de celle du Québec et d'autres pays, mais bien différente de la situation française.

La période néolibérale des années 1990 du gouvernement Menem qui a tenté une réduction drastique des fonctions de l'État, a conduit à la presque disparition des services de conseil de l'INTA et à la création de programmes de développement conçus comme des mesures provisoires destinées à soulager les petites agricultures du pays des effets négatifs de la politique d'ajustement structurel (Manzanal *et al.*, 2006). Dans le cadre de ces programmes, un grand nombre d'agents de développement agricoles ont été recrutés comme contractuels précaires par l'État. Ces « conseillers » ont été amenés à tenir des fonctions diverses, définies selon les objectifs et les bénéficiaires spécifiques des programmes dans lesquels ils ont travaillé : conseil de groupes aux exploitants familiaux capitalisés, aux petits producteurs de légumes pour une autoconsommation familiale, développement d'organisations collectives paysannes, etc. Simultanément, dans la région pampéenne essentiellement, le développement des grandes cultures a requis la multiplication de conseillers indépendants ou employés par les grandes firmes d'agrofouritures. Ces nouveaux emplois de conseillers ont ainsi été explicitement liés à la vente d'intrants et de conseils *ad hoc*, et non plus à la mise en œuvre d'un programme institutionnel de modernisation comme dans les années 1970-1980. Leur développement a, d'une certaine

manière, ébranlé « l'unité du métier » établie antérieurement.

Après la crise de 2001 et l'accession au gouvernement de Nestor Kirchner, un retour de l'État argentin s'est produit dans l'économie et dans le développement agricole. L'INTA a alors embauché et titularisé de jeunes conseillers (près de 500 entre 2002 et 2009) et, pour la première fois de son histoire, il a été présidé, de 2005 à 2008, par un ancien conseiller agricole. Mais le métier de conseiller reste tiraillé entre des formes d'exercice très diverses : soit les agents travaillent dans des programmes spécifiques de développement agricole et rural de l'État, prolongements des programmes de la période antérieure, soit, pour un nombre conséquent d'entre eux, ils occupent des emplois liés à la vente d'intrants et de conseils.

Un dispositif de recherche fondé sur l'aide à la prise de conscience réflexive des conseillers

L'approche vise à une analyse des transformations d'un métier par les interprétations de ceux qui l'exercent, en mobilisant les propos courants qu'ils tiennent sur leurs activités (conscience réflexive) voire des propos nouveaux dans la mesure où ils relèvent de la pratique et non pas de l'inconscient (conscience pratique selon les concepts de Giddens [1987]).

Le cadre théorique de référence de cette recherche est celui de la sociologie interactionniste des professions (Hughes, 1963) qui instaure une dimension subjective essentielle dans l'analyse d'une activité professionnelle ou d'un métier, et à partir de laquelle nous cherchons à comprendre l'évolution de l'activité de conseil. C'est ce qui explique le choix qui a été fait dans ce travail de donner une place centrale aux représentations des intéressés et au contexte régional particulier d'exercice de l'activité de conseil. La finalité est aussi, au-delà de cet article, d'apporter un regard sur la nécessaire redéfinition des formations (*licencia*) conduisant au conseil (Albaladejo *et al.*, 2005 ; Albaladejo et Bustos Cara, 2009).

Les changements dans le métier s'opèrent, du fait des mobilités professionnelles en Argentine, à l'échelle nationale. Mais plutôt que de s'intéresser à ce vaste territoire, le choix a été fait de se concentrer uniquement sur un territoire plus homogène quoiqu'on puisse y trouver une grande diversité d'acteurs du conseil. C'est ainsi que ce travail a été réalisé dans le sud-ouest de la province de Buenos Aires (*figure 1*), région qui a connu une forte croissance des cabinets privés de conseil et de ventes d'intrants de la région pampéenne. Par ailleurs, cette région, située en position marginale par rapport au développement intensif du soja, maintient et renouvelle les emplois traditionnels « *d'extensionis-*

tas » (conseillers agricoles). Elle a aussi vu l'émergence des nouveaux emplois du développement rural ou territorial (le mot « développement » désignant explicitement depuis 2002 une amplification des fonctions des agents au-delà du conseil (*extensión*) : animation de collectifs, gestion de projets, etc.). En 2006, au moment de la réalisation du travail de terrain de cette recherche, l'essentiel du retour massif dans l'INTA des emplois dans le conseil (plus exactement dans le « développement ») avait déjà eu lieu. Notre dispositif de recherche a consisté alors en l'organisation de trois ateliers (animés par le présent auteur avec l'aide d'un agent de développement de l'assistance) d'une journée de travail

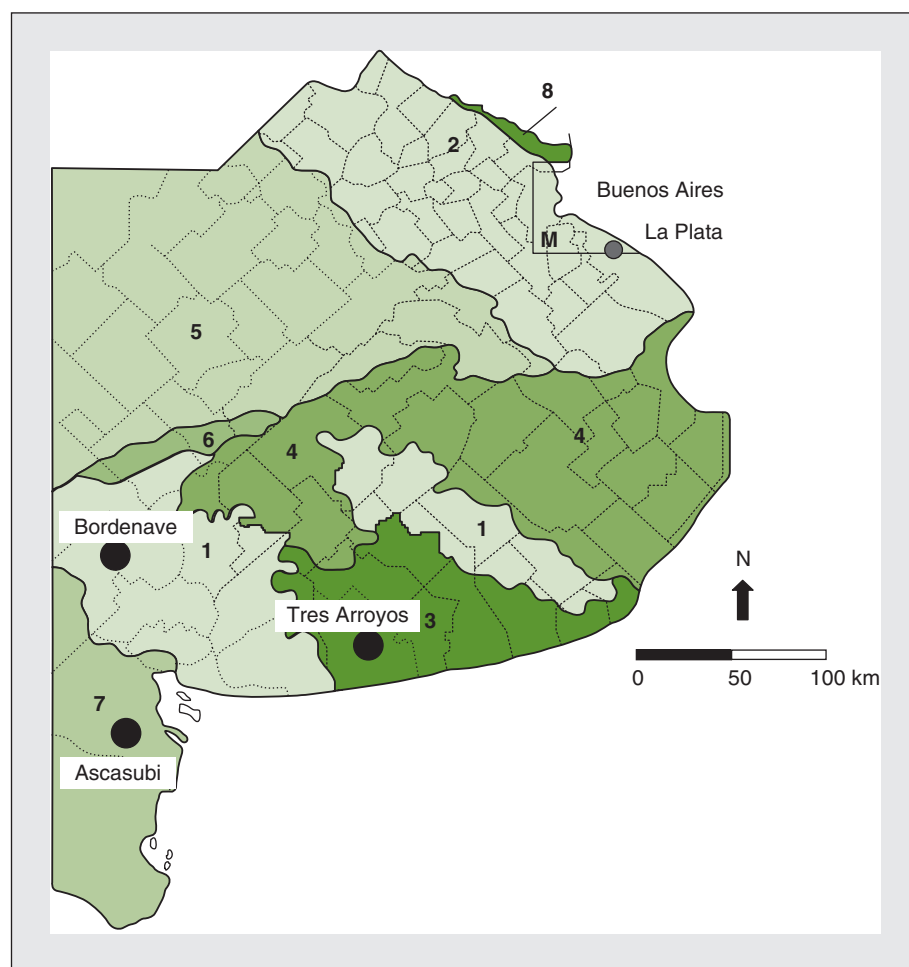


Figure 1. Emplacement des trois sites de recherche dans la province de Buenos Aires.

Figure 1. Location of the three research sites in the Buenos Aires province.

1. Sols pierreux, parfois sur pentes, zone de polyculture-élevage ; 2. Pampa ondulée, usage agricole intensif ; 3. Plaine agricole traditionnelle céréalière ; 4. Plaine en partie inondable, élevage naisseur important ; 5. Sols sableux, zone de polycultures élevage ; 6. Zone fortement inondable, activité touristique et élevage naisseur ; 7. Zone semi-aride à aride, élevage bovin naisseur périmètres irrigués avec culture de l'oignon.

Source : secrétariat à l'Agriculture et l'Élevage.

collectif pour réfléchir aux transformations et enjeux du métier dans les trois zones agricoles du sud-ouest de la province de Buenos Aires. Ces trois ateliers, auxquels étaient invités tous les conseillers privés et publics par l'intermédiaire de l'agence locale de l'INTA, ont rassemblé entre 50 et 80 % de la population estimée des conseillers et agents de développement agricole privés et publics (entre 14 et 18 participants par atelier, en majorité des hommes, dont 3 à 7 agents de l'INTA). Chacune de ces zones présente des caractéristiques particulières (*figure 1*) : zone de grandes cultures, zone d'élevage bovin et zone d'agriculture paysanne et familiale. Il était donc important de les analyser séparément car d'une part les transformations des emplois n'y ont pas été les mêmes et ils représentent trois situations types de l'Argentine, et d'autre part les agents de chacune de ces zones ont de plus fréquentes occasions de se rencontrer et constituent de petites communautés professionnelles.

Les agents de développement exprimaient à cette époque en Argentine, et dans cette région en particulier, le besoin de faire le point entre eux sur leurs métiers, mais n'avaient guère d'occasion de prendre le temps d'échanger. Les ateliers proposaient une analyse réflexive du groupe de participants débutant par la proposition par le chercheur au groupe de participants d'un thème de réflexion (« *Quelle a été l'évolution du métier ces quinze dernières années et quelles conséquences cela a-t-il eu sur son exercice ?* »). Puis prenait place un débat animé durant toute la matinée par le chercheur et un agent de développement. Chaque idée exprimée identifiée par le chercheur-animateur était notée par ce dernier sur un carton collé immédiatement sur un grand tableau de façon à rendre transparents à tous la compréhension du chercheur et l'avancement de la discussion. Pendant l'intervalle du déjeuner, le chercheur et trois agents volontaires avaient pour tâche de classer les cartons selon les thèmes qui semblent les regrouper le plus en respectant les paroles des participants. L'objectif était de dégager des thèmes possibles de travail. Le groupe poursuivait sa réflexion l'après-midi sur ces thèmes et sur les difficultés ressenties dans le métier.

Suivant les méthodes de la recherche-action (Albaladejo et Casabianca, 1997), tous les comptes rendus ont été rédigés avec la participation de trois à quatre représentants du groupe, puis discutés et validés par l'ensemble des participants en fin de journée. Chacun des groupes a exposé et discuté ses résultats au cours d'un séminaire de 3 jours en septembre 2006 rassemblant, au-delà de tous les participants des trois ateliers, de l'ordre de 80 % des agents de développement de tout le sud-ouest de la province de Buenos Aires.

L'*encadré 1* donne des éléments essentiels de définition et de traduction de certains termes du conseil et des ingénieurs agronomes argentins.

Résultats des analyses des agents au cours d'ateliers régionaux de réflexion

Les matériaux de chacun des trois ateliers sont traités séparément dans un premier temps, car les problématiques du développement agricole des trois zones de la région du sud-ouest de Buenos Aires sont particulières et les évolutions des métiers du conseil y

sont différentes. Nous mettrons à profit la comparaison en conclusion. Dans chacun des trois ateliers nous allons présenter ci-dessous d'une part le diagramme des thèmes structurants les interventions libres du matin (*figures 2 et 3*) et les trois ou quatre grandes questions de synthèse que les participants ont estimé les plus importantes à travailler entre eux afin de résoudre les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs métiers. ■

Région de polyculture élevage (Bordenave) Principales questions de synthèse

L'exercice libéral de la profession a-t-il un avenir ?

Ce thème de travail est parti du constat unanimement partagé de l'importance stratégique depuis 15 ans de la connaissance et de l'information dans la production agricole, en particulier pour les grandes cultures. Cela redonne de l'importance à une profession reposant selon eux sur l'accompagnement, voire la vente, de la connaissance. Mais les participants y ont surtout vu un risque pour la profession, et en tout cas pour le professionnalisme celui d'une certaine confusion entre « connaissances » et « affaires ». En effet, les connaissances sont de plus en plus produites par des organismes privés qui lient leur mise à

Encadré 1

Définition de quelques activités et parties prenantes du conseil en Argentine

Agente de extensión (ou extensionista) : proche de la notion de conseiller agricole en France.

Agente de desarrollo : dénomination nouvelle apparue dans les années 1990 censées définir l'activité des agents au-delà de l'agricole, voir au-delà du « conseil » proprement dit.

Profesional : personne ayant fait des études Bac + 5, comme l'ingénieur agronome ou le vétérinaire.

Productor : équivalent de la notion « d'agriculteur professionnel » en France.

Service de développement : il s'agit pour l'essentiel des agences de développement de l'INTA distribuées dans tout le pays. Les ministères de l'Agriculture des gouvernements des provinces disposent aussi d'agents de développement, et dans les années 1990, nombre de municipalités ont recruté des ingénieurs agronomes et travailleurs sociaux en particulier pour accompagner les familles cultivant des légumes pour l'autoconsommation.

Conseil privé : ce sont soit des cabinets privés vivant uniquement de la vente du conseil, soit, plus fréquemment, des commerces de vente d'intrants offrant en plus gratuitement le conseil (commerces désignés sous le terme d'« *agronomías* »). Le conseil privé est aussi représenté par les ingénieurs de terrain des grandes firmes privées (Monsanto, etc.).

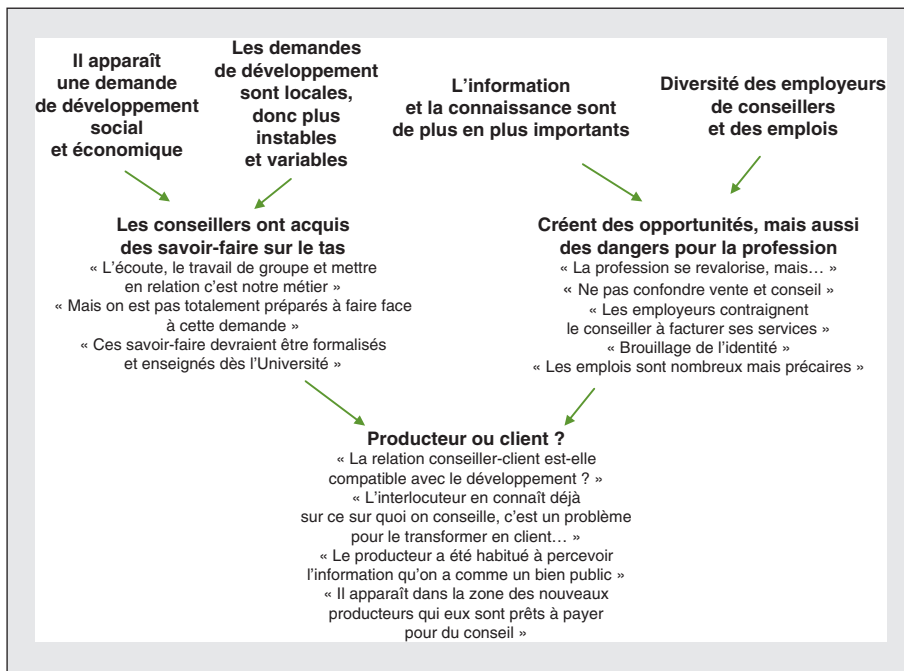


Figure 2. Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier de Bordenave.

Figure 2. Diagram of topic structuring from the debate which occurred during the workshop in Bordenave.

disposition à la vente d'intrants, ce qui a été perçu un risque, selon les mots des participants, de « marchandisation » de la relation professionnelle. Cela est très largement renforcé par la tendance des

ingénieurs agronomes de la région de Bordenave, parallèlement à une précarisation de leurs emplois et une forte diminution des recrutements dans le secteur public, à vivre essentiellement

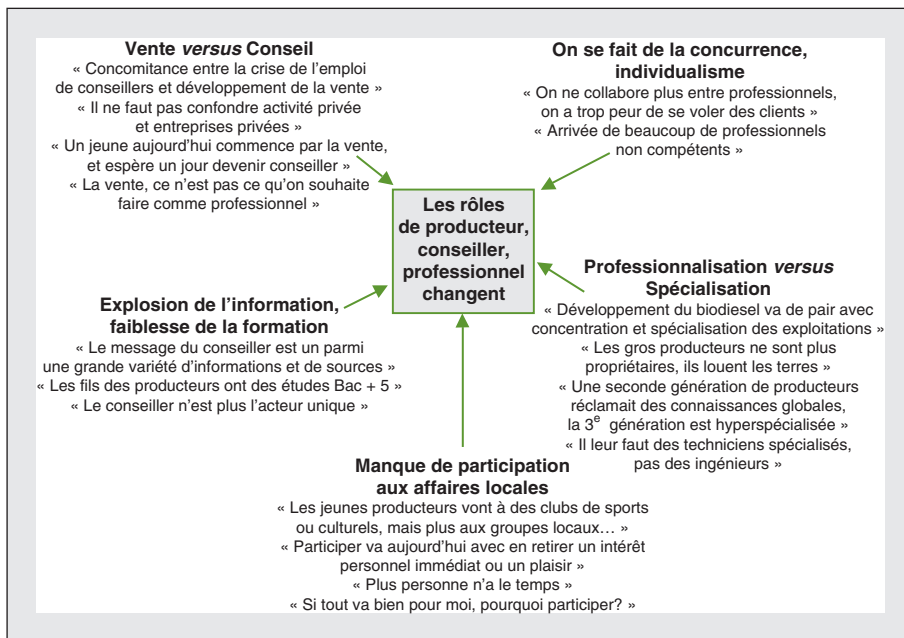


Figure 3. Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier de Tres Arroyos.

Figure 3. Diagram of topic structuring from the debate which occurred during the workshop in Tres Arroyos.

de la facturation de leurs services. Selon eux, si la profession n'assure que de la vente (d'intrants ou d'information) et non plus un service public de conseil, le risque est qu'elle apparaisse comme un commerce de plus et non plus comme « profession » (cf. partie droite de la figure 2).

La relation entre l'ingénieur agronome et son « client » a-t-elle quelque chose en commun, voire même est-elle compatible, avec une mission de développement pour l'ingénieur ?

Ce thème de travail est en relation avec la diversification et la transformation des « producteurs » et des représentations que les ingénieurs agronomes argentins se font d'eux. De fait, les ingénieurs agronomes tentent depuis une vingtaine d'années de les constituer comme des « clients », ce qui présente des difficultés en ce sens que les connaissances détenues par les ingénieurs agronomes ont toujours, depuis les débuts de la fonction de conseil en agriculture, été considérées par ces producteurs comme un bien public pour lequel il n'y aurait pas lieu de payer pour en disposer (voir la partie centrale en bas de la figure 2). À l'opposé, parmi les nouveaux acteurs de l'agriculture argentine, sont apparus, depuis 20 ans, des producteurs qui ont été dénommés dans l'atelier les « nouveaux clients », autrement dit de grands entrepreneurs agricoles, qui sont parfaitement disposés à payer les connaissances apportées dans une relation de service ponctuellement évaluable (autrement dit évaluable et donc payable pour chacune des interventions, selon le modèle du vétérinaire). Mais si l'exercice du conseil agricole prenait cette forme ils perdraient leur mission de développement qui a été selon les participants la clef de voûte de leur légitimité professionnelle.

La synthèse des préoccupations des participants a renvoyé à la tension entre une demande bien rétribuée de conseil pilotée par le marché – mais qui transforme le conseiller en « vendeur » – et une demande sociale forte de développement local, très légitimante en termes de mission mais qui correspond à des emplois mal rémunérés. Ils se sont demandés : « Sommes-nous préparés (voire

disposés) à assumer le rôle d'agents de développement ? ».

Région de grandes cultures dominantes : blé et tournesol (Tres Arroyos)

Principales questions de synthèse

Dans cette région la demande de conseil privé est encore plus forte que dans la zone précédente.

Comment faire pour que les habitants et professionnels d'une localité s'engagent dans le développement de la communauté locale ?

Les participants ont mis en avant la contradiction qu'ils ressentent dans leur zone de travail entre leur mission d'accompagnement d'un processus de développement et un contexte de faiblesse des politiques publiques et de survalorisation chez les jeunes conseillers des aptitudes commerciales par rapport aux aptitudes au conseil. La participation des habitants (notamment des producteurs) aux affaires de la communauté pourrait être selon eux le moyen de contrebalancer cette survalorisation de l'aspect commercial de la profession en créant une demande locale de développement. Mais tous ont constaté un désintérêt des habitants à participer aux affaires communes au niveau local. Cette réticence à participer aurait diverses causes, dont l'absence presque totale dans ces zones de grandes cultures d'un quelconque débat public sur le développement local (cf. *figure 3*, les parties vente *versus* conseil, individualisme et manque de participation).

Sommes-nous capables à partir de notre travail de terrain d'impulser un changement dans la communauté locale, autrement dit d'identifier des besoins, de produire des synthèses et de définir des objectifs pour l'action ?

Les participants ont témoigné avoir vécu dans les années 1990 une période

au cours de laquelle, en plus d'une absence de renouvellement des conseillers de l'INTA qui partaient à la retraite, ceux qui restaient en activité ne passaient plus sur les exploitations agricoles mais restaient dans leurs bureaux, en ville, ou dans les champs d'essais de la station expérimentale. Ils se sont par ailleurs centrés exclusivement sur les acteurs agricoles, et plus particulièrement les chefs d'exploitation. L'intérêt pour le territoire local avait disparu. Ce n'est que depuis 2002 qu'ils sentent renaître la préoccupation de travailler pour la communauté rurale locale et non pas seulement pour les chefs d'exploitation. S'occuper du développement de la communauté locale et des aspects non agricoles n'est plus considéré aujourd'hui comme une fonction périphérique à celle du conseiller centrée sur la production (dans ses aspects quantitatifs ou qualitatifs), mais constitue un domaine en soi de professionnalisation. Cependant, ils ressentent tous un manque de méthode pour le faire.

Les réflexions sur le métier des conseillers de cette région, bien plus soumise à la privatisation du conseil que celle de Bordenave, montrent clairement une préoccupation de renforcement de la mission de service public, d'accompagnement des processus de développement, non seulement de l'agriculture mais plus largement des territoires ruraux, comme si la légitimité de leur métier en dépendait. La *figure 3* montre comment ils ressentent un enjeu de redéfinition des rôles de producteur et professionnel (ingénieur agronome) et le rôle central du conseil et du conseiller dans cette redéfinition.

Région d'élevage naisseur extensif et périmètres irrigués de culture paysanne de l'oignon (Ascasubi)

Principales questions de synthèse

Comment construire de nos jours la confiance du producteur ?

Il y a plus de 20 ans un conseiller dans sa zone était lié dans les représentations des producteurs à la détention de connaissances techniques « légitimes ». Il disposait d'un certain prestige local et

d'une reconnaissance qu'il n'avait aucunement besoin de construire dans le domaine technique car elle était garantie en grande partie par son diplôme et sa fonction dans une organisation technologique. La confiance était donc « donnée ». En revanche, l'insertion personnelle d'un jeune conseiller dans le milieu social local, nécessaire pour l'exercice de la profession, n'était pas chose facile et en tout cas pas donnée (par son statut, son diplôme ou son institution) mais devait être construite par lui à travers la construction de relations personnelles. Aujourd'hui il n'est pas suffisant pour un jeune conseiller de faire savoir qu'il dispose d'un diplôme, ni non plus qu'il sache construire son réseau et son image personnelle dans la société locale. Il ne peut exercer localement s'il n'arrive pas à construire lui-même une confiance avec les producteurs reposant sur trois dimensions (cf. *figure 4*) : l'éthique (s'engager personnellement auprès des producteurs à un résultat), l'enracinement (faire partie de la vie locale) et la connaissance (être un expert en production collective de connaissance). Cette confiance est en partie la conséquence du fait qu'il n'y a plus un seul référent local (« le » conseiller), mais pour un même producteur une grande variété d'interlocuteurs possibles tous professionnels. Cette situation a conduit à un débat assez tendu entre les participants sur la question de la « valeur » (notamment marchande) du conseil.

La *figure 4* montre dans la partie supérieure du graphique leur déconstruction de ce qui faisait la légitimité du conseiller. Dans la partie inférieure, ils ont placé leurs efforts de reconstruction d'une légitimité sur des bases différentes, selon leur mot « un travail de reprofessionnalisation ».

La nécessité d'intervenir auprès de populations de petits producteurs d'oignons immigrés récents dans le périmètre irrigué en provenance de Bolivie explique sans doute cette réflexion locale sur la « construction professionnelle » de la confiance. Le champ du conseil n'est plus « donné ». Les conseillers de cette région d'Ascasubi y voient un principe général d'évolution du métier face aux transformations des rapports des agriculteurs avec le conseil et avec la localité.

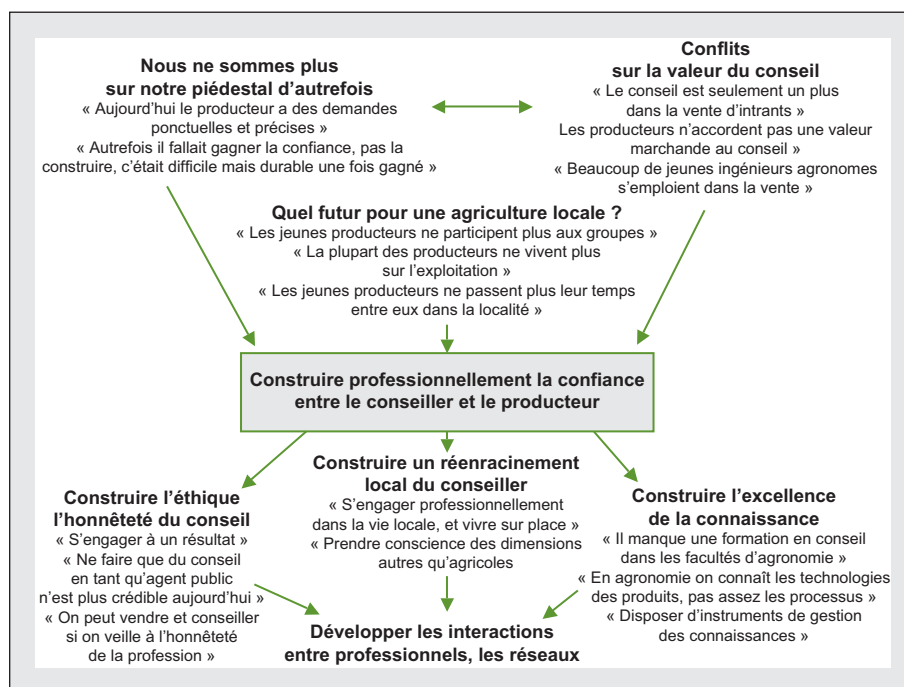


Figure 4. Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier de Ascasubi.

Figure 4. Diagram of topic structuring from the debate which occurred during the workshop in Ascasubi.

Conclusion, discussion

À partir de ces travaux de recherche sur le conseil dans trois régions du sud-ouest de la province de Buenos Aires on peut constater combien les conseillers agricoles du secteur privé et du secteur public partagent les mêmes analyses et préoccupations, malgré les tiraillements sur l'unité du métier. Certes ils décrivent un éclatement de l'exercice du métier, mais leurs discussions montrent aussi une volonté non entamée de continuer à exercer le même métier, et notamment d'être au cœur de la mission de développement (agricole et même rural) de la profession d'ingénieur agronome. Ce sont d'ailleurs surtout ceux dont les revenus dépendent essentiellement du conseil privé facturé qui sont les plus préoccupés de conserver dans le métier les fonctions de développement. Ce résultat n'était pas évident.

Les trois régions montrent en revanche des sensibilités et analyses différentes sur un même processus : les tensions dans le métier entre des besoins locaux de développement et l'importance des revenus en provenance du marché ou du monde des affaires. Un monde des affaires et des prestations

facturées qui, d'un avis unanime, menace la légitimité non seulement du métier de conseiller, mais de la profession d'ingénieur agronome tout entière.

Il est curieux en revanche que l'émiettement de l'intervention de développement entre des programmes à finalités différentes n'ait à aucun moment été mentionné comme un problème. Probablement parce que cet émiettement n'est pas vraiment perçu.

Ce métier du conseil (appelé localement *extensión agropecuaria*) qui a joué un rôle majeur dans les efforts d'organisation d'une profession « d'ingénieur agronome » selon le modèle de groupes d'experts ayant reçu le monopole de l'exercice d'un service à la société (Dubar et Tripier, 1998), est également vu aujourd'hui par ceux qui le pratiquent comme le grand, voire le seul, moyen pour cette profession de ne pas éclater. Mais c'est essentiellement la fonction de « développement rural » qui est mise en avant par les agents eux-mêmes. Cette fonction est ainsi ressentie comme le cœur de la légitimité de ce service qui assure à la profession d'ingénieur agronome sa distance vis-à-vis tant des intérêts

de l'administration que du marché. À l'heure d'un engouement des formations d'agronomes pour l'agrobusiness (Hernández, 2009), ce résultat n'est pas sans conséquence. Car à la différence d'il y a 15 ans, cette légitimité n'est plus donnée par le diplôme et le prestige qu'il lui est associé, elle ne découle pas non plus d'une conquête personnelle au fil de la pratique, elle doit être construite professionnellement sur le terrain.

Les conséquences sont bien entendu très fortes sur les formations d'ingénieurs agronomes et de 3^e cycle, mais aussi sur un plan théorique. Alors que les auteurs comme Piotet (2002) définissent le métier comme une « qualification décontextualisée », les conseillers définissent collectivement leurs qualités professionnelles comme une aptitude à agir et se faire reconnaître dans les contextes singuliers de l'action. Les travaux de recherche doivent à présent s'intéresser à mieux comprendre les formes de résolution de cette triple tension mise ici au jour entre une volonté exprimée fortement d'unité du métier, un éclatement des emplois et des missions et la nécessité d'une définition en contexte des qualités professionnelles. ■

Remerciements

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du programme SYSTERRA, portant la référence ANR-09-STRA-04. Il s'inscrit dans le cadre des activités du Laboratoire AGRITERRIS et a bénéficié de l'appui de l'INTA notamment des stations de Bordeneuve, Ascasubi et Barrow-Tres Arroyos

Références

Albaladejo C, Bustos Cara R, 2009. Compétences, action publique et action collective dans le développement agricole localisé en Argentine. In : De

Sainte Marie C, Muchnik J, eds. *Le temps des SYAL. Techniques, aliments et territoires*. Versailles : éditions Quae.

Albaladejo C, Casabianca F, eds, 1997. *La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats*. Paris : Inra éditions.

Albaladejo C, Simões A, Veiga I Jr, Baré JF, 2005. De nouvelles compétences pour les cadres du développement rural en Amazonie. *Cahiers Agricultures* 14: 116-20.

Dubar C, Tripier P, 1988. *Sociologie des professions*. Paris : Armand Colin.

Dubet F, 2002. *Le déclin de l'institution*. Paris : Le Seuil.

Giddens A, 1987. *La constitution de la société*. Paris : PUF.

Hernández V, 2009. La ruralidad globalizada y el paradigma de los agronegocios en las pampas gringas. In : Hernández V, Gras C, eds. *La Argentina rural. De la agricultura familiar a los agronegocios*. Buenos Aires (Argentine) : Biblos.

Hughes EC, 1963. Profession. *Daedalus* 92 : 655-68.

Lyotard JF, 1979. *La condition post-moderne*. Paris : éditions de Minuit.

Manzanal M, Neiman G, Lattuada MJ, eds, 2006. *Desarrollo rural. Organizaciones, instituciones y territorios*. Buenos Aires : Ciccus.

Piotet F, ed, 2002. *La révolution des métiers*. Paris : PUF.